



MINISTÈRE
DU TRAVAIL,
DE L'EMPLOI
ET DE L'INSERTION

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Bulletin officiel

Travail

Emploi

Formation professionnelle

N° 8

30 juillet 2021

Sommaire chronologique

10 juin 2021

Arrêté du 10 juin 2021 confiant l'intérim de l'emploi de directeur de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités de Mayotte à Mme Nafissata MOUHOUDHOIRE.

(Annule et remplace la publication au Bulletin officiel Travail - Emploi - Formation professionnelle n° 2021/7 du 30 juin 2021)

25 juin 2021

Arrêté du 25 juin 2021 portant nomination au conseil d'administration de Pôle emploi.

30 juin 2021

Arrêté du 30 juin 2021 portant inscription sur le tableau d'avancement pour l'accès au grade d'adjoint administratif principal de 2^{ème} classe.

Arrêté du 30 juin 2021 portant inscription sur la liste d'aptitude pour l'accès au corps des secrétaires administratifs.

Arrêté du 30 juin 2021 portant inscription sur le tableau d'avancement pour l'accès au grade d'adjoint administratif principal de 1^{ère} classe.

Arrêté du 30 juin 2021 portant inscription sur le tableau d'avancement pour l'accès au grade d'adjoint administratif principal de 2^{ème} classe.

Arrêté du 30 juin 2021 portant inscription sur le tableau d'avancement pour l'accès au grade d'adjoint technique principal de 1^{ère} classe.

Arrêté du 30 juin 2021 portant inscription sur le tableau d'avancement pour l'accès au grade d'adjoint technique principal de 2^{ème} classe.

Arrêté du 30 juin 2021 portant inscription sur le tableau d'avancement pour l'accès au grade des secrétaires administratifs de classe exceptionnelle.

Arrêté du 30 juin 2021 portant inscription sur le tableau d'avancement pour l'accès au grade des secrétaires administratifs de classe supérieure.

Arrêté du 30 juin 2021 portant inscription sur la liste d'aptitude d'accès au corps de l'inspection du travail au titre de l'année 2021.

Arrêté du 30 juin 2021 portant inscription sur le tableau d'avancement au grade de contrôleur du travail hors classe au titre de l'année 2021.

Arrêté du 30 juin 2021 portant inscription sur le tableau d'avancement au grade de directeur (rice) adjoint (e) du travail au titre de l'année 2021.

Arrêté du 30 juin 2021 portant inscription sur le tableau d'avancement au grade de directeur (rice) du travail au titre de l'année 2021.

Arrêté du 30 juin 2021 portant inscription sur le tableau d'avancement au grade de directeur (rice) du travail hors classe au titre de l'année 2021.

Arrêté du 30 juin 2021 portant inscription sur le tableau d'avancement à l'échelon spécial du grade de directeur (rice) du travail hors classe au titre de l'année 2021.

1^{er} juillet 2021

Arrêté du 1^{er} juillet 2021 portant inscription sur la liste d'aptitude pour l'accès au corps des attachés d'administration de l'Etat.

Arrêté du 1^{er} juillet 2021 portant inscription sur le tableau d'avancement au grade d'attaché d'administration hors classe.

Arrêté du 1^{er} juillet 2021 portant inscription sur le tableau d'avancement au grade d'attaché principal d'administration de l'Etat.

Arrêté du 1^{er} juillet 2021 portant inscription sur le tableau d'avancement à l'échelon spécial du grade d'attaché d'administration hors classe.

5 juillet 2021

Arrêté du 5 juillet 2021 modifiant l'arrêté du 21 décembre 2018 portant désignation des représentants du personnel au comité technique ministériel placé auprès des ministres chargés du travail et de l'emploi.

29 juillet 2021

Arrêté du 29 juillet 2021 modifiant l'arrêté du 21 décembre 2018 portant désignation des représentants du personnel au comité technique ministériel placé auprès des ministres chargés du travail et de l'emploi.

Ministère de l'économie, des finances et de la relance
Ministère du travail, de l'emploi et de l'insertion
Ministère des solidarités et de la santé

Arrêté du 10 juin 2021 confiant l'intérim de l'emploi de directeur de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités de Mayotte à Mme Nafissata MOUHOUDHOIRE

(Annule et remplace la publication au Bulletin officiel Travail - Emploi - Formation professionnelle n° 2021/7 du 30 juin 2021)

NOR : MTRZ2130212A

Le ministre de l'économie, des finances et de la relance, la ministre du travail, de l'emploi et de l'insertion et le ministre des solidarités et de la santé,

Vu le décret n° 2019-1594 du 31 décembre 2019 modifié relatif aux emplois de direction de l'Etat ;

Vu le décret n° 2020-1545 du 9 décembre 2020 relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités, des directions départementales de l'emploi, du travail et des solidarités et des directions départementales de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations et notamment son article 26 II ;

Vu l'arrêté du 22 mars 2021 fixant la liste et le classement par groupe des emplois de direction de l'administration territoriale de l'Etat au sein des directions régionales de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités, de la direction régionale et interdépartementale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités en Ile-de-France et des directions de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités en Outre-mer ;

Constatant la vacance temporaire du poste de directeur de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités de Mayotte à compter du 19 juillet 2021 ;

Le préfet de Mayotte ayant été consulté,

Arrêtent :

Article 1^{er}

Madame Nafissata MOUHOUDHOIRE, inspectrice hors classe de l'action sanitaire et sociale, directrice déléguée de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités de Mayotte, est chargée de l'intérim du directeur de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités de Mayotte à compter du 19 juillet 2021.

Article 2

La secrétaire générale des ministères économiques et financiers et le secrétaire général des ministères chargés des affaires sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Bulletin officiel du ministère du travail, de l'emploi et de l'insertion et au Bulletin officiel du ministère des solidarités et de la santé.

Fait le 10 juin 2021.

Pour le ministre et par délégation :
Pour la secrétaire générale des
ministères économiques et financiers :
La secrétaire générale adjointe,
Marie-Anne BARBAT-LAYANI

Pour les ministres et par délégation :
Pour le secrétaire général des ministères
chargés des affaires sociales :
Le secrétaire général adjoint,
Jean-Martin DELORME

Ministère du travail, de l'emploi et de l'insertion

Arrêté du 25 juin 2021 portant nomination au conseil d'administration de Pôle emploi

NOR : MTRD2130230A

La ministre du travail, de l'emploi et de l'insertion,

Vu les articles L. 5312-4, R. 5312-7 et suivants du code du travail ;

Vu l'arrêté du 18 décembre 2020 portant nomination au conseil d'administration de Pôle emploi,

Arrête :

Article 1^{er}

M. Olivier DUFREIX est nommé membre suppléant du conseil d'administration de Pôle emploi en qualité de représentant du ministère chargé du budget, en remplacement de Mme Elise DELAITRE.

Article 2

La ministre du travail, de l'emploi et de l'insertion est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Bulletin officiel Travail - Emploi - Formation professionnelle du ministère du travail, de l'emploi et de l'insertion.

Fait le 25 juin 2021.

Pour la ministre et par délégation :
Le délégué général à l'emploi et
à la formation professionnelle,
Bruno LUCAS

Ministère du travail, de l'emploi et de l'insertion
Ministère des solidarités et de la santé

**Arrêté du 30 juin 2021 portant inscription sur le tableau d'avancement
pour l'accès au grade d'adjoint administratif principal de 2^{ème} classe**

NOR : MTRR2130249A

La ministre du travail, de l'emploi et de l'insertion et le ministre des solidarités et de la santé,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique ;

Vu le décret n° 85-986 du 16 septembre 1985 modifié relatif au régime particulier de certaines positions de fonctionnaires de l'Etat, à la mise à disposition, à l'intégration et à la cessation définitive de fonctions ;

Vu le décret n° 2006-1760 du 23 décembre 2006 modifié relatif aux dispositions statutaires communes applicables aux corps d'adjoints administratifs des administrations de l'Etat ;

Vu le décret n° 2008-836 du 22 août 2008 modifié fixant l'échelonnement indiciaire des corps et des emplois communs aux administrations de l'Etat et de ses établissements publics ou afférent à plusieurs corps de fonctionnaires de l'Etat et de ses établissements publics ;

Vu le décret n° 2019-1265 du 29 novembre 2019 relatif aux lignes directrices de gestion et à l'évolution des attributions des commissions administratives paritaires ;

Vu les lignes directrices de gestion pour la promotion et la valorisation des parcours professionnels des agents des ministères sociaux, applicables à la campagne de promotion au titre de l'année 2021 ;

Sur proposition du directeur des ressources humaines,

Arrêtent :

Article 1^{er}

Est inscrit sur le tableau d'avancement pour l'accès au grade d'adjoint administratif principal de 2^{ème} classe au titre de l'année 2021, l'adjoint administratif des administrations de l'Etat dont le nom suit :

WERY	Karine	EP-EHESP
------	--------	----------

Article 2

L'agent dispose d'un délai de deux mois à compter de sa notification pour contester la présente décision devant la juridiction administrative territorialement compétente.

Article 3

Le directeur des ressources humaines est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait le 30 juin 2021.

Pour les ministres et par délégation :
Le sous-directeur de la gestion
administrative et de la paie,
Yvon BRUN

Ministère du travail, de l'emploi et de l'insertion
Ministère des solidarités et de la santé

**Arrêté du 30 juin 2021 portant inscription sur la liste d'aptitude
pour l'accès au corps des secrétaires administratifs**

NOR : MTRR2130250A

La ministre du travail, de l'emploi et de l'insertion et le ministre des solidarités et de la santé,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique ;

Vu le décret n° 85-986 du 16 septembre 1985 modifié relatif au régime particulier de certaines positions de fonctionnaires de l'Etat, à la mise à disposition, à l'intégration et à la cessation définitive de fonctions ;

Vu le décret n° 2012-483 du 13 avril 2012 portant statut particulier du corps des secrétaires administratifs relevant des ministres chargés des affaires sociales ;

Vu le décret n° 2008-836 du 22 août 2008 modifié fixant l'échelonnement indiciaire des corps et des emplois communs aux administrations de l'Etat et de ses établissements publics ou afférent à plusieurs corps de fonctionnaires de l'Etat et de ses établissements publics ;

Vu le décret n° 2019-1265 du 29 novembre 2019 relatif aux lignes directrices de gestion et à l'évolution des attributions des commissions administratives paritaires ;

Vu les lignes directrices de gestion pour la promotion et la valorisation des parcours professionnels des agents des ministères sociaux, applicables à la campagne de promotion au titre de l'année 2021 ;

Sur proposition du directeur des ressources humaines,

Arrêtent :

Article 1^{er}

Sont inscrits sur la liste d'aptitude pour l'accès au corps des secrétaires administratifs relevant des ministres chargés des affaires sociales au titre de l'année 2021, les adjoints administratifs des administrations de l'Etat dont les noms suivent (par ordre alphabétique) :

ABAOUI	Mokrane	EP-INJA
ALAMICHEL	Michelle	ARS Nouvelle-Aquitaine
ALAMKAN	Lyne	AC-DSS
ALLAIN	Christine	ARS Bretagne
AMPRIME	Brigitte	EP-EHESP
BELARDI TALIANA	Béatrice	ARS PACA
BOURGEOIS	Mireille	ARS Centre-Val de Loire
BOUTIE	Josiane	ARS Occitanie
BRACONNIER	Catherine	DREETS Grand Est
CARLIER	Cathy	DREETS Bretagne
CHARPIAT	Régine	DREETS Grand Est
CICOGNA	Marisa	ARS Pays de la Loire
COMMEAUX	Sylvie	DREETS Bourgogne-Franche-Comté
CONTINI	Edwige	ARS Bourgogne-Franche-Comté
CORTINOVIS	Annick	DREETS Bourgogne-Franche-Comté
COUDERC	Maryline	DREETS Occitanie
DELAGOUTTE	Isabelle	DREETS Centre-Val de Loire
DESPAQUIS	Pascale	ARS Grand Est
DUCOS (PUJOS)	Françoise	DREETS Occitanie
DYCK	Isabelle	DREETS Normandie
DZIUBA	Yannick	DREETS PACA
ENDELER	Marie	AC-DGS
FERRER	Martine	DREETS Nouvelle-Aquitaine

GALVANY	Bernard	DEETS Guyane
GARCIA	David	AC-DNUM
GASCUE	Isabelle	DREETS Auvergne-Rhône-Alpes
GIBERT	Marie-Laure	DREETS Auvergne-Rhône-Alpes
GOUZOUGUEN	Michel	DREETS Bretagne
HALLOSSERIE	Sabine	DREETS Hauts-de-France
HOOSEINBUX	Bibi	DEETS Guyane
HUON	Michèle	DREETS Hauts-de-France
JUMEAU	Josiane	DRIEETS Ile-de-France
KISS DE MONTGOLFIER	Francine	DEETS Mayotte
LACAS	Pascale	DREETS Pays de la Loire
LAGNEL	Thierry	DEETS La Réunion
LALANDE-ETIENNE	Patricia	ARS Ile-de-France
LAMARTINIERE	Murielle	DEETS Martinique
LAURENCE	Véronique	DREETS Normandie
LAURENT	Sylvie	ARS Pays de la Loire
LAURET	Catherine	DREETS Nouvelle-Aquitaine
LAVERRIERRE	Annie	DREETS Auvergne-Rhône-Alpes
LAYSSAC	Brigitte	DREETS Nouvelle-Aquitaine
LE COZ	Nadine	AC-DRH
LEONI	Marie-Christine	DREETS Corse
LIVOYE (MATHON)	Sylvie	DREETS Hauts-de-France
LOURABI	Gilda	DRIEETS Ile-de-France

MAILLOT	Maximin	AC-DFAS
MARCHETTI	Claude	DEETS Guadeloupe
MAROLLEAU	Franck	DREETS Pays de la Loire
MARTINAT	Agnès	DREETS Centre-Val de Loire
MARTZ	Annie	DREETS Grand Est
MIMOUN	Yasmine	ARS Ile-de-France
MONTI	César	DREETS PACA
MOREL	Claudine	AC-DGEFP
MORGADO	Nadia	DRIEETS Ile-de-France
MOUEZA	Chantal	AC-Cabinets-DDC
MOZLEY	Jérôme	AC-DGEF
NOWICKI	Corinne	ARS Hauts-de-France
PAOLI	Christine	Détaché DRAJES ARA
PASCAL	Christiane	DRIEETS Ile-de-France
PEGAZ-BLANC	Aline	DREETS Auvergne-Rhône-Alpes
PHUONG-OPOLCZYNSKI	Agnès	EP-CREPS PACA
PITTONI	Colette	DREETS Occitanie
RESIDENT	Josette	DRIEETS Ile-de-France
ROUSSEAU	Odile	DREETS Hauts-de-France
SALINIÈRE	Eugène-Michel	DEETS Martinique
SCALI AGAZZINI	Sandrine	ARS Auvergne-Rhône-Alpes
SCARPULA	Carine	DREETS PACA
SCHWARTZ	Janine	DREETS Corse

SIMEONI	Catherine	ARS Corse
SIMONET	Edith	DREETS Nouvelle-Aquitaine
SINAMA VALLIAMEE	Patricia	ARS La Réunion
THALMENSY	Sabine	DEETS Guadeloupe
THERESE	Myriane	DRIEETS Ile-de-France
TRONCHET	Sotharavy	AC-Cabinets-DDC
WUNDERLE	Sylvie	AC-DARES
YGOUF	Catherine	ARS Normandie

Article 2

Les agents concernés disposent d'un délai de deux mois à compter de sa notification pour contester la présente décision devant la juridiction administrative territorialement compétente.

Article 3

Le directeur des ressources humaines est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait le 30 juin 2021.

Pour les ministres et par délégation :
Le sous-directeur de la gestion
administrative et de la paie,
Yvon BRUN

Ministère du travail, de l'emploi et de l'insertion
Ministère des solidarités et de la santé

**Arrêté du 30 juin 2021 portant inscription sur le tableau d'avancement
pour l'accès au grade d'adjoint administratif principal de 1^{ère} classe**

NOR : MTRR2130251A

La ministre du travail, de l'emploi et de l'insertion et le ministre des solidarités et de la santé,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique ;

Vu le décret n° 85-986 du 16 septembre 1985 modifié relatif au régime particulier de certaines positions de fonctionnaires de l'Etat, à la mise à disposition, à l'intégration et à la cessation définitive de fonctions ;

Vu le décret n° 2006-1760 du 23 décembre 2006 modifié relatif aux dispositions statutaires communes applicables aux corps d'adjoints administratifs des administrations de l'Etat ;

Vu le décret n° 2008-836 du 22 août 2008 modifié fixant l'échelonnement indiciaire des corps et des emplois communs aux administrations de l'Etat et de ses établissements publics ou afférent à plusieurs corps de fonctionnaires de l'Etat et de ses établissements publics ;

Vu le décret n° 2019-1265 du 29 novembre 2019 relatif aux lignes directrices de gestion et à l'évolution des attributions des commissions administratives paritaires ;

Vu les lignes directrices de gestion pour la promotion et la valorisation des parcours professionnels des agents des ministères sociaux, applicables à la campagne de promotion au titre de l'année 2021 ;

Sur proposition du directeur des ressources humaines,

Arrêtent :

Article 1^{er}

Sont inscrits sur le tableau d'avancement pour l'accès au grade d'adjoint administratif principal de 1^{ère} classe au titre de l'année 2021, les adjoints administratifs principaux de 2^{ème} classe des administrations de l'Etat dont les noms suivent (par ordre alphabétique) :

ACHARD	Hervé	DREETS Auvergne-Rhône-Alpes
ADAM	Evelyne	DREETS Centre-Val de Loire
AGEL	Marie	EP-CREPS Montpellier
AIME	Nathalie	ARS Occitanie
ANDRE	Martine	ARS Ile-de-France
ANDRE	Chantal	DREETS Normandie
APPREDERISSE	Malika	DREETS Grand Est
ARICAT	Nathalie	ARS Martinique
ARTHAUD	Rose-Marie	DREETS Occitanie
ATLAN	Joëlle	DRIEETS Ile-de-France
AUSSAGUEL	Véronique	DREETS Occitanie
BAGHLI	Fathia	AC-DGS
BALANDRAS	Nathalie	DREETS Bourgogne-Franche-Comté
BANSARD	Sylvie	DREETS Pays de la Loire
BARBAULT	Audrey	AC-DRH
BARBET	Emilie	DREETS Hauts-de-France
BASS	Monique	DREETS Nouvelle-Aquitaine
BASSENE	Claudine	DREETS Auvergne-Rhône-Alpes
BENATEAU	Ghislaine	DREETS Auvergne-Rhône-Alpes
BEUROIS	Valérie	AC-DGEF
BIANCHI	Roberte	ARS Corse
BISSON	Laurent	DREETS Normandie
BLAIRE	Claudie	DREETS Hauts-de-France

BLANCK	Delphine	DREETS Grand Est
BLONDEEL	Patricia	DREETS Bretagne
BOISNARD	Patricia	DREETS Bretagne
BOUGARD	Nelly	DRIEETS Ile-de-France
BOURCET	Sébastien	DREETS Bourgogne-Franche-Comté
BOURGEOIS	Brigitte	EP-EHESP
BOURRAS	Farida	DREETS Nouvelle-Aquitaine
BRANGER	Cécile	DREETS Nouvelle-Aquitaine
BRUN	Isabelle	DREETS Pays de la Loire
BRUNET	Karine	ARS Auvergne-Rhône-Alpes
BURNEL	Céline	DREETS Normandie
CAILLON	Marie-Claire	EP-CREPS Pays de la Loire
CALCAGNO	Christine	AC-ENSVN
CAMBRESY	Anouck	DREETS Nouvelle-Aquitaine
CAMPIA	Catherine	DREETS Corse
CANGE	Lucette	AC-DFAS
CHAPELLE THEOLIER	Christelle	DRIEETS Ile-de-France
CHAPEYROU	Martine	DREETS Nouvelle-Aquitaine
CHELICEVITCH	Laurence	DREETS Hauts-de-France
CHIMIER	Marie-Hélène	AC-DGCS
CLEMENCEAU	Gilles	ARS Hauts-de-France
CLEMENT	Catherine	ARS Nouvelle-Aquitaine
CUDA	Géraldine	DREETS PACA

CURTI	Véronique	DREETS Nouvelle-Aquitaine
DAINCHE	Catherine	DREETS Grand Est
DAS NEVES MELAO	Manuela	DRIEETS Ile-de-France
DEBANNE	Marie-Dominique	DREETS Nouvelle-Aquitaine
DECOUVELAERE	Jocelyne	ARS Hauts-de-France
DELABARRE	Sophie	DREETS Pays de la Loire
DELALANDE	Nathalie	DRIEETS Ile-de-France
DELALONDE	Sylvie	ARS Normandie
DEMAY	Cathy	ARS Occitanie
DJIRE	Fatoumata	DRIEETS Ile-de-France
DOCIN	Tania	ARS Ile-de-France
DUBOIS	Yann	DREETS Grand Est
DUBOIS	Evelyne	ARS Bourgogne-Franche-Comté
DUJARDIN	Céline	ARS Ile-de-France
DUPONT	Isabelle	ARS Grand Est
DUQUESNOY	Dorothee	DREETS Hauts-de-France
EMERY	Odile	DREETS Hauts-de-France
EMIEL	Muriel	AC-DFAS
FAUVE	Lara	DREETS Nouvelle-Aquitaine
FERREYROLLES	Christine	DREETS Auvergne-Rhône-Alpes
FIGARO	Anne	DEETS Guadeloupe
FLORQUIN	Sylvie	ARS Grand Est
FORGET	Muriel	AC-DGS

FOUGEROUX	Delphine	DREETS Nouvelle-Aquitaine
GALAS	Marie-Josée	ARS La Réunion
GENIEL	Isabelle	DRIEETS Ile-de-France
GERMANN	Christine	DRIEETS Ile-de-France
GODARD	Nadine	EP-CREPS PACA
GOUBET	Agnès	DREETS Nouvelle-Aquitaine
GRANDPERRIN	Odile	ARS Bourgogne-Franche-Comté
GRAVELEAU	Laurence	DREETS Pays de la Loire
GROUSSARD	Véronique	MAD (Présidence de la République)
GUERAULT	Brigitte	DREETS Bretagne
GUILLOTIN	Florence	ARS Centre-Val de Loire
HAETTY	Catherine	AC-DRH
HAMMICHE	Sonia	DREETS PACA
HAUSSERAY-BOUSSAROQUE	Nathalie	DRIEETS Ile-de-France
HIEROUX	Serge	DRIEETS Ile-de-France
HOANG	Marie-Thérèse	AC-DRH
HOAREAU	Willy	DEETS La Réunion
HOURNON	Benoît	EP-INJS PARIS
HUGONNARD	Cécile	DREETS Occitanie
HUREZ	Nicole	DREETS Hauts-de-France
JOSEPH MONROSE	Nadine	DRIEETS Ile-de-France
JOUBERT	Nelly	DREETS Centre-Val de Loire
JUHEL	Christelle	ARS Bretagne

JUSZCZAK	Corinne	DREETS Hauts-de-France
KANY	Simone	EP-CREPS de Nancy
LAFONT	Béatrice	DRIEETS Ile-de-France
LAGARDE	Mireille	DREETS Occitanie
LAMOUCHE	Michelle	ARS Auvergne-Rhône-Alpes
LAPORTE	Elisabeth	DREETS Occitanie
LARCHER	Denis	EP-EHESP
LAURENT	Josiane	DREETS Auvergne-Rhône-Alpes
LEBOUCHER	Emmanuelle	ARS Pays de la Loire
LECOMTE	Vanessa	ARS Hauts-de-France
LEGEARD	Letizia	DRIEETS Ile-de-France
LHERM	Virginie	DREETS Centre-Val de Loire
LINZAS	Michel	DREETS PACA
LIROY	Georges	DEETS Martinique
LOPEZ	Dominique	DREETS PACA
LORIS	Corinne	ARS Grand Est
LUCCHINI	Cédric	ARS Auvergne-Rhône-Alpes
LUDWIG	Anita	DREETS Grand Est
LUKEC-MOLINOT	Séverine	DREETS Bourgogne-Franche-Comté
LUSSEAU SCHNEIDER	Angélique	ARS Nouvelle-Aquitaine
LUTTON	Michel	DREETS Bretagne
MAILLARD	Jean-François	EP-EHESP
MALLER	Léone	DEETS Martinique

MALLET	Marie-Chantal	DREETS Auvergne-Rhône-Alpes
MANUEL	Thierry	AC-DSS
MAREDJ	Karim	AC-IGAS
MARTINS	Francisque	DREETS Auvergne-Rhône-Alpes
MAUGER	Béatrice	DREETS Normandie
MEKDAD	Louissette	DRIEETS Ile-de-France
METAUD	Laurence	ARS PACA
MIGNOT	Caroline	DREETS Hauts-de-France
MIRRE	Sylvie	DRIEETS Ile-de-France
MISSINHOUN	Yves	DRIEETS Ile-de-France
MOGIN	Catherine	DREETS Normandie
MOL	Line	AC-DFAS
MONDION	Dominique	DRIEETS Ile-de-France
MONTAUBRIC	Joëlle	Détachée (ex DJEPVA)
MOREAU	Dominique	ARS Ile-de-France
MOUJEARD	Marie	DREETS Grand Est
MOUMPALA	Brigitte	DRIEETS Ile-de-France
NAGAPIN	Andreolette	DRIEETS Ile-de-France
NEDELEC COULON	Annie	DREETS Bretagne
ORCEL	Pascale	DREETS Auvergne-Rhône-Alpes
PATUROT	Edouard	ARS Normandie
PENNEQUIN	Gaëlle	EP-CREPS de Wattignies
PETIT	Jean-Pierre	ARS Nouvelle-Aquitaine

PILLA	Murthy	DEETS La Réunion
PIVERT	Maryse	Détachée (France Compétence)
PLANCHAIS	Maryline	ARS Pays de la Loire
PRADIER	Catherine	DREETS Auvergne-Rhône-Alpes
PRIOL	Viviane	AC-DGEFP
PUJOS	Dominique	DREETS Grand Est
REGULIER	Myriam	ARS Guadeloupe
REY	Dominique	DREETS Auvergne-Rhône-Alpes
RIVOIRE	Nadine	ARS Occitanie
ROCHEFORT	Sylvie	AC-MNC
ROLAND	Elise	DREETS Grand Est
ROLLAND	Florence	ARS Auvergne-Rhône-Alpes
ROMAGNE	Sylvie	ARS Ile-de-France
ROS	Nathalie	DREETS Occitanie
ROUSSEL	Sylvie	DREETS Occitanie
ROUX	Valérie	DREETS PACA
ROUX	Murielle	ARS PACA
RUFFE	Brigitte Micheline	DEETS Guadeloupe
SADON	Philippe	DRIEETS Ile-de-France
SAGE	Christine	DREETS Bourgogne-Franche-Comté
SAGNIER	Claudine	DREETS Hauts-de-France
SAINT SOLIEUX	Martine	DREETS Hauts-de-France
SALVATI	Serge	ARS PACA

SCHODEL	Monique	DREETS Grand Est
STASESCHEN	Virginie	AC-CABINETS- DDC
STOECKEL	Catherine	DREETS Grand Est
TALIA	Régine	DREETS PACA
TENEZE	Sylvette	DREETS Nouvelle-Aquitaine
THUILLIER	Isabelle	AC-CABINETS-DDC
THUILLIER	Céline	ARS Hauts-de-France
TOUNI	Orlane	Détachée (DGAFP)
TOURBIER	Virginie	DREETS Hauts-de-France
TOUREILLE	Noëlle	DREETS Occitanie
TRABIS	Marc	AC-DGT
TRIBEAU	Chantal	AC-CABINETS-DDC
VALLADON	Françoise	DREETS Centre-Val de Loire
VIDAU	Sarah	DREETS PACA
VIOT	Jean-Michel	DREETS Auvergne-Rhône-Alpes
WALDREN	Nicole	AC-DARES

Article 2

Les agents concernés disposent d'un délai de deux mois à compter de sa notification pour contester la présente décision devant la juridiction administrative territorialement compétente.

Article 3

Le directeur des ressources humaines est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait le 30 juin 2021.

Pour les ministres et par délégation :
Le sous-directeur de la gestion
administrative et de la paie,
Yvon BRUN

Ministère du travail, de l'emploi et de l'insertion
Ministère des solidarités et de la santé

**Arrêté du 30 juin 2021 portant inscription sur le tableau d'avancement
pour l'accès au grade d'adjoint administratif principal de 2^{ème} classe**

NOR : MTRR2130252A

La ministre du travail, de l'emploi et de l'insertion et le ministre des solidarités et de la santé,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique ;

Vu le décret n° 85-986 du 16 septembre 1985 modifié relatif au régime particulier de certaines positions de fonctionnaires de l'Etat, à la mise à disposition, à l'intégration et à la cessation définitive de fonctions ;

Vu le décret n° 2006-1760 du 23 décembre 2006 modifié relatif aux dispositions statutaires communes applicables aux corps d'adjoints administratifs des administrations de l'Etat ;

Vu le décret n° 2008-836 du 22 août 2008 modifié fixant l'échelonnement indiciaire des corps et des emplois communs aux administrations de l'Etat et de ses établissements publics ou afférent à plusieurs corps de fonctionnaires de l'Etat et de ses établissements publics ;

Vu le décret n° 2019-1265 du 29 novembre 2019 relatif aux lignes directrices de gestion et à l'évolution des attributions des commissions administratives paritaires ;

Vu les lignes directrices de gestion pour la promotion et la valorisation des parcours professionnels des agents des ministères sociaux, applicables à la campagne de promotion au titre de l'année 2021 ;

Sur proposition du directeur des ressources humaines,

Arrêtent :

Article 1^{er}

Sont inscrits sur le tableau d'avancement pour l'accès au grade d'adjoint administratif principal de 2^{ème} classe au titre de l'année 2021, les adjoints administratifs des administrations de l'Etat dont les noms suivent (par ordre alphabétique) :

BACO	Maanfai	DEETS Mayotte
BAILLY	Hélène	ARS Hauts-de-France
BENALI	Nadia	ARS Corse
BILLY	Laeticia	DREETS Grand Est
BOGE	Sabine	EP-CREPS Centre-Val de Loire
BOUNEDER	Sabrina	DREETS Hauts-de-France
BRAHIM	Sophie	AC-DGOS
CALBA	Audrey	DREETS Grand Est
CHAMSSIDINE	Amina	ARS Mayotte
CONSTANTIN	Lesly	DRIEETS Ile-de-France
DEMONCHAUX	Marie-Christine	DREETS Hauts-de-France
FONTAINE	Véronique	ARS PACA
FUSEAU	Christelle	ARS Nouvelle-Aquitaine
GARCIA	Ilhame	AC-CABINETS-DDC
HOLONNE	Christophe	DREETS Hauts-de-France
IZOULET	Emmanuelle	DREETS Nouvelle-Aquitaine
KIOSSEF	Natacha	EP-INJS Paris
KONG	Philippe	DRIEETS Ile-de-France
LANDAIS	Valérie	DRIEETS Ile-de-France
NEGRINI	Jeannette	EP-CREPS Poitiers
PELLETIER	Enguerrand	AC-DGEFP
PERROT	Elodie	AC-MNC
RUBIN	Béatrice	DREETS Auvergne-Rhône-Alpes

SAFI	Sandati	DEETS Mayotte
SISSOKO	Alexandra	DREETS Normandie
TARFAOUI	Ouafa	ARS Grand Est
VAISSIERE	Catherine	ARS Occitanie
VERGNE	Laury	EP-CREPS Bordeaux

Article 2

Les agents concernés disposent d'un délai de deux mois à compter de sa notification pour contester la présente décision devant la juridiction administrative territorialement compétente.

Article 3

Le directeur des ressources humaines est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait le 30 juin 2021.

Pour les ministres et par délégation :
Le sous-directeur de la gestion
administrative et de la paie,
Yvon BRUN

Ministère du travail, de l'emploi et de l'insertion
Ministère des solidarités et de la santé

**Arrêté du 30 juin 2021 portant inscription sur le tableau d'avancement
pour l'accès au grade d'adjoint technique principal de 1^{ère} classe**

NOR : MTRR2130253A

La ministre du travail, de l'emploi et de l'insertion et le ministre des solidarités et de la santé,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique ;

Vu le décret n° 85-986 du 16 septembre 1985 modifié relatif au régime particulier de certaines positions de fonctionnaires de l'Etat, à la mise à disposition, à l'intégration et à la cessation définitive de fonctions ;

Vu le décret n° 2006-1761 du 23 décembre 2006 portant statut particulier du corps des adjoints techniques relevant des ministres chargés des affaires sociales ;

Vu le décret n° 2008-836 du 22 août 2008 modifié fixant l'échelonnement indiciaire des corps et des emplois communs aux administrations de l'Etat et de ses établissements publics ou afférent à plusieurs corps de fonctionnaires de l'Etat et de ses établissements publics ;

Vu le décret n° 2019-1265 du 29 novembre 2019 relatif aux lignes directrices de gestion et à l'évolution des attributions des commissions administratives paritaires ;

Vu les lignes directrices de gestion pour la promotion et la valorisation des parcours professionnels des agents des ministères sociaux, applicables à la campagne de promotion au titre de l'année 2021 ;

Sur proposition du directeur des ressources humaines,

Arrêtent :

Article 1^{er}

Sont inscrits sur le tableau d'avancement pour l'accès au grade d'adjoint technique principal de 1^{ère} classe au titre de l'année 2021, les adjoints techniques principaux de 2^{ème} classe relevant des ministres chargés des affaires sociales dont les noms suivent (par ordre alphabétique) :

AUBRY	Christian	AC-DRH
BERTRAND	Frédéric	ARS Occitanie
CARIN BERNARDO	Augusta	EP-INJA
CHAHMAOUI	Alexandre	DREETS Grand Est
CHEVROTTON	Jean-Luc	EP-ENSM
GHALEM	Jafar	AC-CABINETS-DDC
LAUNAY	Stéphane	AC-EHESP
LE PICHON	Serge	ARS Bretagne

Article 2

Les agents concernés disposent d'un délai de deux mois à compter de sa notification pour contester la présente décision devant la juridiction administrative territorialement compétente.

Article 3

Le directeur des ressources humaines est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait le 30 juin 2021.

Pour les ministres et par délégation :
Le sous-directeur de la gestion
administrative et de la paie,
Yvon BRUN

Ministère du travail, de l'emploi et de l'insertion
Ministère des solidarités et de la santé

**Arrêté du 30 juin 2021 portant inscription sur le tableau d'avancement
pour l'accès au grade d'adjoint technique principal de 2^{ème} classe**

NOR : MTRR2130254A

La ministre du travail, de l'emploi et de l'insertion et le ministre des solidarités et de la santé,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique ;

Vu le décret n° 85-986 du 16 septembre 1985 modifié relatif au régime particulier de certaines positions de fonctionnaires de l'Etat, à la mise à disposition, à l'intégration et à la cessation définitive de fonctions ;

Vu le décret n° 2006-1761 du 23 décembre 2006 portant statut particulier du corps des adjoints techniques relevant des ministres chargés des affaires sociales ;

Vu le décret n° 2008-836 du 22 août 2008 modifié fixant l'échelonnement indiciaire des corps et des emplois communs aux administrations de l'Etat et de ses établissements publics ou afférent à plusieurs corps de fonctionnaires de l'Etat et de ses établissements publics ;

Vu le décret n° 2019-1265 du 29 novembre 2019 relatif aux lignes directrices de gestion et à l'évolution des attributions des commissions administratives paritaires ;

Vu les lignes directrices de gestion pour la promotion et la valorisation des parcours professionnels des agents des ministères sociaux, applicables à la campagne de promotion au titre de l'année 2021 ;

Sur proposition du directeur des ressources humaines,

Arrêtent :

Article 1^{er}

Sont inscrits sur le tableau d'avancement pour l'accès au grade d'adjoint technique principal de 2^{ème} classe au titre de l'année 2021, les adjoints techniques relevant des ministres chargés des affaires sociales dont les noms suivent (par ordre alphabétique) :

COULON	Jean-François	EP-ENSM
CRAVEDI	Alexandre	EP-INJS Chambéry
PONEN	Denis	EP-INJA
RAYMOND	Alain	ARS Ile-de-France

Article 2

Les agents concernés disposent d'un délai de deux mois à compter de sa notification pour contester la présente décision devant la juridiction administrative territorialement compétente.

Article 3

Le directeur des ressources humaines est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait le 30 juin 2021.

Pour les ministres et par délégation :
Le sous-directeur de la gestion
administrative et de la paie,
Yvon BRUN

Ministère du travail, de l'emploi et de l'insertion
Ministère des solidarités et de la santé

**Arrêté du 30 juin 2021 portant inscription sur le tableau d'avancement
pour l'accès au grade des secrétaires administratifs de classe exceptionnelle**

NOR : MTRR2130255A

La ministre du travail, de l'emploi et de l'insertion et le ministre des solidarités et de la santé,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique ;

Vu le décret n° 85-986 du 16 septembre 1985 modifié relatif au régime particulier de certaines positions de fonctionnaires de l'Etat, à la mise à disposition, à l'intégration et à la cessation définitive de fonctions ;

Vu le décret n° 2012-483 du 13 avril 2012 portant statut particulier du corps des secrétaires administratifs relevant des ministres chargés des affaires sociales ;

Vu le décret le décret n° 2008-836 du 22 août 2008 modifié fixant l'échelonnement indiciaire des corps et des emplois communs aux administrations de l'Etat et de ses établissements publics ou afférent à plusieurs corps de fonctionnaires de l'Etat et de ses établissements publics ;

Vu le décret n° 2019-1265 du 29 novembre 2019 relatif aux lignes directrices de gestion et à l'évolution des attributions des commissions administratives paritaires ;

Vu les lignes directrices de gestion pour la promotion et la valorisation des parcours professionnels des agents des ministères sociaux, applicables à la campagne de promotion au titre de l'année 2021 ;

Sur proposition du directeur des ressources humaines,

Arrêtent :

Article 1^{er}

Sont inscrits sur le tableau d'avancement pour l'accès au grade de secrétaire administratif de classe exceptionnelle relevant des ministres chargés des affaires sociales, les secrétaires administratifs de classe supérieure dont les noms suivent (par ordre alphabétique) :

ANDRE	Chantal	DREETS Bourgogne-Franche-Comté
BAPTISTE	Louise	AC-DFAS
BRENCKLE	Sophie	DREETS Grand Est
CABEDOCE	Hélène	ARS Bretagne
CAYOL	Corinne	ARS PACA
CONAN	Christine	DREETS PACA
DA SILVA	Karine	ARS Hauts-de-France
DESBREE	Nathalie	ARS Auvergne-Rhône-Alpes
DRANCOURT	Agnès	DREETS Hauts-de-France
ESTUR	Nathalie	DREETS Normandie
FOUCHER	Geneviève	AC-CABINETS-DDC
GARCIA	Martine	DREETS Grand Est
GEROFFROY	Victoire	DRIEETS Ile-de-France
GOMEZ GUINET	Isabelle	AC-DGS
HAUTION	Jean-Marc	DREETS Nouvelle-Aquitaine
HEDOUIN	Sylvaine	ARS Normandie
HILLAIRIN	Véronique	DREETS Occitanie
HUET	Martine	DRIEETS Ile-de-France
JOLLENT	Isabelle	ARS Nouvelle-Aquitaine
JOUVENNE	Hélène	DREETS PACA
KOEBERLE	Florence	ARS Grand-Est
LEFEVRE	Eric	DREETS Pays de la Loire
LIANDRA	Malika	DREETS Auvergne-Rhône-Alpes

LYON	Monique	AC-DRH
MARC	Maryse	ARS Guadeloupe
PASSEREAU	Nadine	ARS Bourgogne-Franche-Comté
PELLOQUIN	Valérie	ARS Pays de la Loire
POULAILLEAU	Sylvie	ARS Ile-de-France
PRADOS MONTERO	Maria del Rocio	AC-DARES
PUECH	Aline	ARS Occitanie
RIQUIER	William	DREETS Hauts-de-France
SABATHIE	Claire	DREETS Nouvelle-Aquitaine
SKAVARIL	Laurent	DREETS Centre-Val de Loire
THORIGNY	Dominique	EP-EHESP
ZAHZOUH	Mohamed	DREETS-DRHIL

Article 2

Les agents concernés disposent d'un délai de deux mois à compter de sa notification pour contester la présente décision devant la juridiction administrative territorialement compétente.

Article 3

Le directeur des ressources humaines est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait le 30 juin 2021.

Pour les ministres et par délégation :
Le sous-directeur de la gestion
administrative et de la paie,
Yvon BRUN

Ministère du travail, de l'emploi et de l'insertion
Ministère des solidarités et de la santé

**Arrêté du 30 juin 2021 portant inscription sur le tableau d'avancement
pour l'accès au grade des secrétaires administratifs de classe supérieure**

NOR : MTRR2130256A

La ministre du travail, de l'emploi et de l'insertion et le ministre des solidarités et de la santé,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique ;

Vu le décret n° 85-986 du 16 septembre 1985 modifié relatif au régime particulier de certaines positions de fonctionnaires de l'Etat, à la mise à disposition, à l'intégration et à la cessation définitive de fonctions ;

Vu le décret n° 2012-483 du 13 avril 2012 portant statut particulier du corps des secrétaires administratifs relevant des ministres chargés des affaires sociales ;

Vu le décret n° 2008-836 du 22 août 2008 modifié fixant l'échelonnement indiciaire des corps et des emplois communs aux administrations de l'Etat et de ses établissements publics ou afférent à plusieurs corps de fonctionnaires de l'Etat et de ses établissements publics ;

Vu le décret n° 2019-1265 du 29 novembre 2019 relatif aux lignes directrices de gestion et à l'évolution des attributions des commissions administratives paritaires ;

Vu les lignes directrices de gestion pour la promotion et la valorisation des parcours professionnels des agents des ministères sociaux, applicables à la campagne de promotion au titre de l'année 2021 ;

Sur proposition du directeur des ressources humaines,

Arrêtent :

Article 1^{er}

Sont inscrits sur le tableau d'avancement pour l'accès au grade de secrétaire administratif de classe supérieure relevant des ministres chargés des affaires sociales, les secrétaires administratifs de classe normale dont les noms suivent (par ordre alphabétique) :

AUGIER	Jeanne-Marie	DRIEETS Ile-de-France
BALSON	Valérie	DREETS Grand Est
BARATIN	Pascal	ARS Centre-Val de Loire
BASILEU	Francette	ARS Guadeloupe
BAZILE	Sophie	DREETS PACA
BEDU	Patricia	ARS Pays de la Loire
BERNARD	Sandrine	ARS Occitanie
BISSON	Florence	DREETS Normandie
BIZET	Marcella	DEETS Martinique
BLANC	Aurore	DREETS Normandie
BOSSU	Aurélié	AC-DRH
BOUGUERRA	Zohra	MAD
BOUILLERE	Martine	DREETS Nouvelle-Aquitaine
BRIDOUX	Claudie	DREETS Nouvelle-Aquitaine
CARLUTTI	Bernard	DREETS Occitanie
CHEDEBOIS	Véronique	AC-DNUM
CHONE	Xavier	DREETS Bourgogne-Franche-Comté
DAHMANI	Isabelle	DRIEETS Ile-de-France
DANIEL- VELIMIROVIC	Sylvain	AC-DFAS
DE BARRAU	Emmanuel	DRIEETS Ile-de-France
DELAGNEAU	Béatrice	ARS Bourgogne-Franche-Comté
DESGEORGES	Carole	DREETS Auvergne-Rhône-Alpes
DUPIN	Dominique	DREETS Nouvelle-Aquitaine

DUVERGER	Pascale	DREETS Occitanie
EMERAUD	Marie-Renée	ARS Bretagne
FAVERIE	Yann	DREETS PACA
GUEGAN	Fatima	DREETS Pays de la Loire
HENLEE	Sonia	DRIEETS Ile-de-France
HERVIEU	Gérald	ARS PACA
KIABILWA	Gabriel	DRIEETS Ile-de-France
LALOT	Dominique	AC-CABINETS-DDC
LE BRAS	Valérie	AC-SGMAS
LEHOERFF	Solène	DREETS Bretagne
LEPINE	David	ARS Ile-de-France
LOCHET	Xavier	AC-DRH
LOUVAT	Christine	DREETS Bourgogne-Franche-Comté
MA	Céline	AC-DGS
MARGUERITE	Yves	DREETS Pays de la Loire
PAPILLAUD	Delphine	DREETS Auvergne-Rhône-Alpes
PARISSOT	Patrick	ARS Normandie
PATRIS	Bernadette	DREETS Hauts-de-France
PELTIER	Maryse	DREETS Centre-Val de Loire
PETERLINI	Béatrice	DREETS Grand Est
PLUET	Valérie	ARS Grand Est
RIFFAUD	Monique	ARS Nouvelle-Aquitaine
ROBIN	Nadine	DREETS Occitanie

ROCHE	Roselyne	ARS Auvergne-Rhône-Alpes
ROSIER	Roselyne	DEETS Guadeloupe
ROUAULT	Corinne	DRIETS Ile-de-France
ROUSSEAU (LAGARRIGUE)	Marie-Annick	ARS La Réunion
SANCHEZ	Catherine	ARS Ile-de-France
SIBI	Marie-Adélaïde	ARS Nouvelle-Aquitaine
TAVERNET	Michèle	DREETS Auvergne-Rhône-Alpes
THIRY	Florence	DREETS Nouvelle-Aquitaine
VASSEUR	Tiphanie	DREETS Hauts-de-France
VERGLAS	Laure	DREETS Nouvelle-Aquitaine
ZIELONKA	Arnaud	ARS Hauts-de-France

Article 2

Les agents concernés disposent d'un délai de deux mois à compter de sa notification pour contester la présente décision devant la juridiction administrative territorialement compétente.

Article 3

Le directeur des ressources humaines est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait le 30 juin 2021.

Pour les ministres et par délégation :

Le sous-directeur de la gestion
administrative et de la paie,
Yvon BRUN

Ministère du travail, de l'emploi et de l'insertion

Arrêté du 30 juin 2021 portant inscription sur la liste d'aptitude d'accès au corps de l'inspection du travail au titre de l'année 2021

NOR : MTRR2130257A

La ministre du travail, de l'emploi et de l'insertion,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique ;

Vu le décret n° 2003-770 du 20 août 2003 modifié portant statut particulier du corps de l'inspection du travail ;

Vu le décret n° 2019-1265 relatif aux lignes directrices de gestion et à l'évolution des attributions des commissions administratives paritaires ;

Vu les lignes directrices de gestion en matière de promotion et de valorisation des parcours professionnels des agents des ministères sociaux ;

Sur proposition du directeur des ressources humaines,

Arrête :

Article 1^{er}

Sont inscrits sur la liste d'aptitude d'accès au corps de l'inspection du travail, au grade d'inspecteur (rice) du travail, au titre de l'année 2021, les contrôleurs (euses) du travail dont les noms suivent (par ordre alphabétique) :

AINSEBA	Djamila	DRIEETS Ile-de-France	Unité départementale de Paris
BODIN	Brigitte	DREETS Bretagne	DDETS d'Ille-et-Vilaine
BRIAND	Sophie	DCSTEP Saint-Pierre-et-Miquelon	
CALLENS	Christophe	DREETS Corse	Unité régionale
D'AGOSTINI	Isabelle	DREETS Auvergne-Rhône-Alpes	DDETS du Rhône
DEON	Karine	DREETS Provence-Alpes-Côte d'Azur	DDETS du Var
GREINER	Pascal	DREETS Grand Est	DDETS du Bas-Rhin
LE VERGE	Ronan	DRIEETS Ile-de-France	Unité départementale des Hauts-de-Seine
MAYEUR	Catherine	DREETS Hauts-de-France	DDETS du Nord

MILLION	Rita	DREETS Bourgogne-Franche-Comté	Unité régionale
PHILIPPE	Michèle	DREETS Centre-Val de Loire	DDETSPP du Cher
PIOTTE	Arnaud	DREETS Nouvelle-Aquitaine	Unité régionale
PLAISANCE	Sophie	DREETS Auvergne-Rhône-Alpes	DDETSPP de Savoie
SAFFORES	Frédéric	DREETS Occitanie	DDETS de Haute-Garonne
SIERRA	Nicole	DREETS Nouvelle-Aquitaine	DDETS de Gironde
SIMEON	Antoine	DREETS Normandie	DDETS de Seine-Maritime

Article 2

Les agents concernés disposent d'un délai de deux mois à compter de sa notification pour contester la présente décision devant la juridiction administrative territorialement compétente.

Article 3

Le directeur des ressources humaines est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait le 30 juin 2021.

Pour le ministre et par délégation :
Le sous-directeur de la gestion
administrative et de la paie,
Yvon BRUN

Ministère du travail, de l'emploi et de l'insertion

**Arrêté du 30 juin 2021 portant inscription sur le tableau d'avancement
au grade de contrôleur du travail hors classe au titre de l'année 2021**

NOR : MTRR2130258A

La ministre du travail, de l'emploi et de l'insertion,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique ;

Vu le décret n° 97-364 du 18 avril 1997 modifié portant statut particulier du corps des contrôleurs du travail ;

Vu le décret n° 2009-1388 du 11 novembre 2009 modifié portant dispositions statutaires communes à divers corps de fonctionnaires de catégorie B ;

Vu le décret n° 2019-1265 relatif aux lignes directrices de gestion et à l'évolution des attributions des commissions administratives paritaires ;

Vu l'arrêté du 10 mai 2019 modifiant l'arrêté du 20 février 2019 fixant les taux de promotion dans divers corps gérés par le ministère des solidarités et de la santé, le ministère du travail, le ministère de l'éducation nationale et de la jeunesse et le ministère des sports pour les années 2019, 2020 et 2021 ;

Vu les lignes directrices de gestion en matière de promotion et de valorisation des parcours professionnels des agents des ministères sociaux ;

Sur proposition du directeur des ressources humaines,

Arrête :

Article 1^{er}

Sont promus au grade de contrôleur (euse) du travail hors classe, au 1^{er} janvier 2021, les contrôleurs (euses) du travail de classe normale dont les noms suivent (par ordre alphabétique) :

ALBIN	Sylvie	DEETS Martinique	DEETS Martinique
ALCANTARA	Michel	DREETS Auvergne-Rhône-Alpes	Unité régionale
AMANT	Véronique	DREETS Hauts-de-France	DDETS du Pas-de Calais
BOIT	Evelyne	DRIEETS Ile-de-France	Unité régionale
BRUNIN	Sylvie	DREETS Nouvelle-Aquitaine	DDETS de la Vienne

DENOUAL	Claudine	DREETS Bretagne	DDETS du Morbihan
FRANCOIS	Philippe	DRIEETS Ile-de-France	Unité départementale du Val-de-Marne
JULITA	Christiane	DREETS Grand Est	DDETS de Moselle
LIETAR	Arnaud	DREETS Pays-de-la-Loire	DDETS de Loire-Atlantique
MANOLI	Annick	DREETS Provence-Alpes-Côte d'Azur	DDETS du Vaucluse
MIORI	Sandrine	DRIEETS Ile-de-France	Unité départementale de Paris
PASDELOUP	Nabila	DRIEETS Ile-de-France	DDETS du Val-d'Oise
PERRIN	Catherine	DREETS Bourgogne-Franche-Comté	DDETSPP de la Nièvre
POLONIATO	Eric	DREETS Nouvelle-Aquitaine	DDETS des Pyrénées-Atlantiques
POTEAUX	Nathalie	DREETS Hauts-de-France	DDETS du Nord
RINGUIN-ZETTOR	Sylvie	DEETS Réunion	DEETS Réunion
ROCHET-CAPELLAN	Céline	DREETS Auvergne-Rhône-Alpes	DDETS de l'Isère
ROTH	Régis	DREETS Grand Est	CAI Metz
RUBIN	Véronique	DREETS Occitanie	DDETSPP du Gers
SAIDI	Belaïd	DREETS Normandie	DDETS du Calvados
SY	Ramata	DREETS Centre-Val de Loire	DDETSPP d'Eure-et-Loir
VANDEBOSSCHE	Françoise	DREETS Occitanie	DDETSPP des Hautes-Pyrénées

Article 2

Les agents concernés disposent d'un délai de deux mois à compter de sa notification pour contester la présente décision devant la juridiction administrative territorialement compétente.

Article 3

Le directeur des ressources humaines est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait le 30 juin 2021.

Pour le ministre et par délégation :

Le sous-directeur de la gestion
administrative et de la paie,

Yvon BRUN

Ministère du travail, de l'emploi et de l'insertion

**Arrêté du 30 juin 2021 portant inscription sur le tableau d'avancement
au grade de directeur (rice) adjoint (e) du travail au titre de l'année 2021**

NOR : MTRR2130259A

La ministre du travail, de l'emploi et de l'insertion,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique ;

Vu le décret n° 2003-770 du 20 août 2003 modifié portant statut particulier du corps de l'inspection du travail ;

Vu le décret n° 2019-1265 relatif aux lignes directrices de gestion et à l'évolution des attributions des commissions administratives paritaires ;

Vu l'arrêté du 10 mai 2019 modifiant l'arrêté du 20 février 2019 fixant les taux de promotion dans divers corps gérés par le ministère des solidarités et de la santé, le ministère du travail, le ministère de l'éducation nationale et de la jeunesse et le ministère des sports pour les années 2019, 2020 et 2021 ;

Vu les lignes directrices de gestion en matière de promotion et de valorisation des parcours professionnels des agents des ministères sociaux ;

Sur proposition du directeur des ressources humaines,

Arrête :

Article 1^{er}

Sont inscrits au tableau d'avancement au grade de directeur (rice) adjoint(e) du travail au titre de l'année 2021, les inspecteurs (rices) du travail dont les noms suivent (par ordre alphabétique) :

ALMERAS	Élodie	DREETS Normandie	DDETS de Seine-Maritime
BAILLEUL	Julie	DREETS Hauts-de-France	DDETS de l'Aisne
BARDOT	Caroline	DGT	Bureau DASIT 1
BAUMERT	Bruno	DREETS Auvergne-Rhône-Alpes	DDETSPP de l'Ardèche
BELLAMY	Céline	DREETS Hauts-de-France	DDETS de l'Oise
BERTRAND	Michel	DRIEETS Ile-de-France	Unité régionale
BOULANGER	Christel	DREETS Grand Est	DDETS de Moselle
BOURDON	Michel	DRIEETS Ile-de-France	DDETS du Val-d'Oise

BRANQUET	Gérard	DREETS Bretagne	DDETS du Morbihan
BREARD	Catherine	DREETS Normandie	DDETS de la Manche
BRUNNER	Carole	DREETS Grand Est	DDETS du Bas-Rhin
CAPDEBOSQ	Anne-Lise	DREETS Nouvelle-Aquitaine	DDETS des Pyrénées-Atlantiques
CAPY	Olivier	DREETS Bretagne	DDETS d'Ille-et-Vilaine
CAQUELARD	Aurélie	DREETS Auvergne-Rhône-Alpes	Unité régionale
CASTILLON	Laurence	DREETS Auvergne-Rhône-Alpes	Unité régionale
CHARLES	Didier	DREETS Auvergne-Rhône-Alpes	DDETS de l'Isère
CHARLIER	Pascal	DREETS Centre-Val de Loire	DDETSPP du Cher
CHAUVIN	David	DREETS Auvergne-Rhône-Alpes	DDETS de Haute-Savoie
CHERY	Claude	DEETS Martinique	
CHOTARD	Virginie	DREETS Bretagne	Unité régionale
CLAMME	Cécile	DREETS Grand Est	DDETS du Bas-Rhin
CLAUDON	Laurent	DRIEETS Ile-de-France	Unité départementale des Hauts-de-Seine
CORTYL	Germain	DREETS Bretagne	Unité régionale
COUPE	Sébastien	DREETS Pays de la Loire	DDETS de la Sarthe
DAL MASO	Marie-José	DREETS Occitanie	DDETS de Haute-Garonne
DALU	Isabelle	DRIEETS Ile-de-France	Unité départementale de Paris – Détachée MI-MOE
DELEBARRE	Danielle	DREETS Hauts-de-France	DDETS du Nord
DENIS	Jean-Pierre	DREETS Pays de la Loire	DDETS de Loire-Atlantique
DRIOUCHE	Radouin	DREETS Occitanie	DDETS de Haute-Garonne
DUGUE-BRUSTLEIN	Céline	DREETS Nouvelle-Aquitaine	Unité régionale
EL MAAKOUL	Laïla	DRIEETS Ile-de-France	DDETS des Yvelines
EYMERIE	Claire	DREETS Provence-Alpes-Côte d'Azur	DDETS des Alpes-Maritimes
FACCHETTI	Patricia	DREETS Provence-Alpes-Côte d'Azur	DDETSPP des Hautes-Alpes
FINE	Hélène	DREETS Provence-Alpes-Côte d'Azur	Unité régionale
FLORET	Faustine	DREETS Hauts-de-France	Unité régionale
FOURNIER	Maxime	DREETS Occitanie	DDETSPP du Tarn-et-Garonne
GALOGER-PLANQUES	Marianne	DREETS Nouvelle-Aquitaine	DDETS des Pyrénées-Atlantiques
GASCHIGNARD	Denis	DGCOPOP Guyane	
GEDON	Carel	DREETS Auvergne-Rhône-Alpes	DDETS de la Drôme
GIMENEZ	Mélanie	DREETS Auvergne-Rhône-Alpes	DDETS du Rhône

GODON	Sophie	DREETS Bourgogne-Franche-Comté	DDETS de Côte d'Or
GUIRIMAND	Hubert	DREETS Auvergne-Rhône-Alpes	DDETSPP de Savoie
HASSANALY-MAMODE	Nimira	DRIEETS Ile-de-France	Unité départementale du Val-de-Marne
HOOGE	Céline	DRIEETS Ile-de-France	DDETS de Seine-et-Marne
IBANEZ	Christelle	DREETS Nouvelle-Aquitaine	DDETS de la Gironde
JOUHAR	Mehdi	DREETS Occitanie	DDETS de l'Hérault
KADDOUR	Sonia	Préfecture de l'Essonne	Détachée déléguée du Préfet
KAMMERER	Paul	DREETS Grand Est	Unité régionale
LABOURE	Annouk	DREETS Grand Est	DDETS de Moselle
LAGARD	Pierre-Yves	DREETS Auvergne-Rhône-Alpes	DDETS du Puy-de-Dôme – Détaché MI-MOE
LAGUETTE	Jean-Pierre	DREETS Occitanie	DDETSPP de l'Aveyron
LAPORTE	Aurore	DREETS Centre-Val de Loire	DDETS du Loiret
LE GUEN	Yannick	DREETS Pays-de-la-Loire	DDETS de Loire-Atlantique
LE ROLLAND DA CUNHA	Viviane	DREETS Occitanie	DDETSPP de l'Ariège
LEITAO	Sylvie	DRIEETS Ile-de-France	Unité départementale de Paris
LENOIR	Nadège	DRIEETS Ile-de-France	DDETS du Val-d'Oise
LEPAGE	Delphine	DREETS Grand Est	DDETSPP du Haut-Rhin
LEPICA-MORDIER	Lydia	DEETS Guadeloupe	
MANTERO	Caroline	DREETS Provence-Alpes-Côte d'Azur	DDETS du Var
MARCUS	Fabien	DREETS Nouvelle-Aquitaine	DDETSPP des Landes
MARTIN-HERNANDEZ	Brigitte	DREETS Occitanie	DDETS de l'Hérault
MAZOUNI	Noura	DREETS Provence-Alpes-Côte d'Azur	Unité régionale
METAXAS	Denis	DREETS Auvergne-Rhône-Alpes	DDETS du Rhône
MICHEL	Marie-Hélène	DRIEETS Ile-de-France	Unité régionale
MIGLIORE	Roland	DREETS Occitanie	DDETS du Gard – Détaché MI-MOE
MORANDEIRA	Anne	DREETS Occitanie	DDETSPP de l'Ariège
NIGAUD	Katia	DREETS Normandie	DDETS du Calvados
OLIVIER	Anne	DREETS Bourgogne-Franche-Comté	DDETS de Saône-et-Loire
PAVAGEAU	Julie	DEETS La Réunion	

PECHVERTY	Stéphane	DREETS Nouvelle-Aquitaine	DDTESPP de la Corrèze
PERRIN	Laurent	DREETS Nouvelle-Aquitaine	DDETS de Charente-Maritime
PITOLET	Alexandra	DREETS Centre-Val de Loire	Unité régionale
PRINCIPIANO	Daphnée	DREETS Provence-Alpes-Côte d'Azur	DDETS des Bouches-du Rhône
QUERTELET	Laure	DREETS Pays de la Loire	Unité régionale
RIBOULET	Julien	DREETS Nouvelle-Aquitaine	DDETS de la Gironde
ROSSI	Marie	DREETS Normandie	DDETS du Calvados
ROUDEAU	Sébastien	DREETS Nouvelle-Aquitaine	DDETS de la Gironde
ROUSSEAU	Bruno	DREETS Centre-Val de Loire	DDETS d'Indre-et-Loire
ROUSSEL	Caroline	DREETS Hauts-de-France	DDETS du Pas-de-Calais
SCHAAD	Lovisa	DREETS Grand Est	DDETSPP du Haut-Rhin
SENEQUE	Brigitte	DREETS Nouvelle-Aquitaine	DDETS des Pyrénées-Atlantiques
SOARES	Emmanuel	DREETS Ile-de-France	DDETS des Yvelines
TALLINAUD	Stéphane	DREETS Provence-Alpes-Côte d'Azur	DDETS des Bouches-du Rhône
TAYBI	Rachida	DREETS Auvergne-Rhône-Alpes	DDETS de la Loire
TEULIERES	Palmira	DREETS Auvergne-Rhône-Alpes	Unité régionale
VAUDIN	Marie-Pauline	DREETS Bourgogne-Franche-Comté	Unité régionale
VILBERT	Thibaut	DREETS Hauts-de-France	DDETS de la Somme
DAVID	Fabrice	DREETS Pays de la Loire	DDETS de Loire-Atlantique
(remplit les conditions au 01/07/2021)			
DELY-SAPYN	Jocelyn	DREETS Hauts-de-France	DDETS du Nord
(remplit les conditions au 01/07/2021)			
SCHIAVI	Jérôme	DREETS Grand Est	DDETSPP de l'Aube
(remplit les conditions au 01/09/2021)			
AYMEN de LAGEARD	Lucile	DREETS Ile-de-France	Unité départementale de Paris
(remplit les conditions au 01/10/2021)			
L'HOSTIS	Ismerie	DREETS Ile-de-France	Unité départementale du Val-de-Marne
(remplit les conditions au 01/11/2021)			

Article 2

Les agents concernés disposent d'un délai de deux mois à compter de sa notification pour contester la présente décision devant la juridiction administrative territorialement compétente.

Article 3

Le directeur des ressources humaines est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait le 30 juin 2021.

Pour le ministre et par délégation :
Le sous-directeur de la gestion
administrative et de la paie,
Yvon BRUN

Ministère du travail, de l'emploi et de l'insertion

**Arrêté du 30 juin 2021 portant inscription sur le tableau d'avancement
au grade de directeur (rice) du travail au titre de l'année 2021**

NOR : MTRR2130260A

La ministre du travail, de l'emploi et de l'insertion,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique ;

Vu le décret n° 2003-770 du 20 août 2003 modifié portant statut particulier du corps de l'inspection du travail ;

Vu le décret n° 2019-1265 relatif aux lignes directrices de gestion et à l'évolution des attributions des commissions administratives paritaires ;

Vu l'arrêté du 10 mai 2019 modifiant l'arrêté du 20 février 2019 fixant les taux de promotion dans divers corps gérés par le ministère des solidarités et de la santé, le ministère du travail, le ministère de l'éducation nationale et de la jeunesse et le ministère des sports pour les années 2019, 2020 et 2021 ;

Vu les lignes directrices de gestion en matière de promotion et de valorisation des parcours professionnels des agents des ministères sociaux ;

Sur proposition du directeur des ressources humaines,

Arrête :

Article 1^{er}

Sont inscrits au tableau d'avancement au grade de directeur (rice) du travail au titre de l'année 2021 les directeurs (rices) adjoints (es) du travail dont les noms suivent (par ordre alphabétique) :

ASSAILLY	Olivier	DREETS Pays de la Loire	Unité régionale
AUGADE	Nathalie	DREETS Occitanie	DDETSPP du Tarn-et-Garonne
AVIGNON	Hélène	DREETS Bretagne	Unité régionale
BAREL	Dorothée	DRIEETS Ile-de-France	DDETS des Yvelines
BOISSEROLLES	Laurent	DREETS Bourgogne-Franche-Comté	Unité régionale

BONNAFOUS	Stéphane	DREETS Occitanie	Unité régionale
CAUET	Jérôme	Ministère de l'agriculture	Bureau des relations et des conditions de travail en agriculture
CHICHE	Jean-Marc	Office central de lutte contre le travail illégal (OCLTI)	
DOUBLIER	Yves	DRIEETS Ile-de-France	Unité départementale de Seine-Saint-Denis
DROUIN	Nathalie	DREETS Hauts-de-France	DDETS de l'Oise
DUCROT	Thomas	DREETS Nouvelle-Aquitaine	DDETS de Charente-Maritime
DUPONT	Hélène	DREETS Nouvelle-Aquitaine	DDETS des Pyrénées-Atlantiques
EMSELLEM	Sandra	DRIEETS Ile-de-France	Unité départementale du Val-de-Marne
FAIDHERBE	Christophe	DREETS Hauts-de-France	DDETS du Nord
FIDRY	Marieke	DREETS Grand Est	Unité régionale
GAUDEMET	Marion	DGT	Bureau RT3
GLAS	Agnès	DGEFP	SDPFC - Mission organisation des contrôles
GRARD	Dominique	DREETS Normandie	DDETS de Seine-Maritime
GRIZARD-MARTIN	Sarah	DREETS Bourgogne-Franche-Comté	DDETSPP de la Nièvre
JAFFRE	Cécile	INTEFP	Marcy l'Etoile
JAFFRE	Yann-Gaël	Détaché – DGAFP	Bureau de la formation professionnelle tout au long de la vie
JOLY	Emmanuel	DREETS Provence-Alpes-Côte d'Azur	DDETS du Var
KIMOUCHE	Omar	Mis à disposition – Ministère des Outre-mer	SITAS de Wallis-et-Futuna
LAFONT	Valérie	DREETS Auvergne-Rhône-Alpes	Unité régionale
MARTIN	Pascal	DREETS Bourgogne-Franche-Comté	DDETSPP du Doubs
MERCADER	Pierre	DEETS Réunion	
NARME	Maryse	DRH Ministères sociaux	SDGAP
NICOLAS	Guillaume	DREETS Nouvelle-Aquitaine	DDETS de la Vienne

PERRIN-PILLOT	David	Détaché - Ministère de la transition écologique	MTE/MCT
PERROT	Régis	DRIEETS Ile-de-France	DDETS de Seine-et-Marne
ROUSSELLE	Sabrina	DGT	Bureau DASIT 1
SEGUIN	Emmanuelle	DREETS Auvergne-Rhône-Alpes	DDETS du Puy-de-Dôme
THERMOZ-MICHAUD	Delphine	DREETS Auvergne-Rhône-Alpes	DDETS de Haute-Savoie
TOUZEL	David	DEETS Mayotte	
VETTESE	Didier	DREETS Provence-Alpes-Côte d'Azur	DDETS des Alpes-Maritimes

Article 2

Les agents concernés disposent d'un délai de deux mois à compter de sa notification pour contester la présente décision devant la juridiction administrative territorialement compétente.

Article 3

Le directeur des ressources humaines est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait le 30 juin 2021.

Pour le ministre et par délégation :
Le sous-directeur de la gestion
administrative et de la paie,
Yvon BRUN

Ministère du travail, de l'emploi et de l'insertion

**Arrêté du 30 juin 2021 portant inscription sur le tableau d'avancement
au grade de directeur (rice) du travail hors classe au titre de l'année 2021**

NOR : MTRR2130261A

La ministre du travail, de l'emploi et de l'insertion,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique ;

Vu le décret n° 2003-770 du 20 août 2003 modifié portant statut particulier du corps de l'inspection du travail ;

Vu le décret n° 2019-1265 relatif aux lignes directrices de gestion et à l'évolution des attributions des commissions administratives paritaires ;

Vu les lignes directrices de gestion en matière de promotion et de valorisation des parcours professionnels des agents des ministères sociaux ;

Sur proposition du directeur des ressources humaines,

Arrête :

Article 1^{er}

Sont inscrits au tableau d'avancement au grade de directeur (rice) du travail hors classe au titre de l'année 2021 les directeurs (rices) du travail dont les noms suivent :

BAVIERE	Olivier	DREETS Hauts-de-France	DDETS du Nord	
LEMAIRE	Valérie	DREETS Nouvelle-Aquitaine	DDETS des Landes	
LESTRADE	Christine	DREETS Normandie	DDETS du Calvados	au 01/02/2021
MARCHAND	Patrick	DREETS Centre-Val de Loire	Unité régionale	au 01/03/2021
KAPP	Thomas	DREETS Grand Est	Unité régionale	au 01/05/2021
ROLSHAUSEN	Nadia	DREETS Centre-Val de Loire	Unité régionale	au 01/05/2021
NAYS	Olivier	DREETS Centre-Val de Loire	DDETSPP du Cher	au 15/10/2021
LOPEZ	Eric	DREETS Provence-Alpes-Côte d'Azur	Unité régionale	au 01/12/2021

Article 2

Les agents concernés disposent d'un délai de deux mois à compter de sa notification pour contester la présente décision devant la juridiction administrative territorialement compétente.

Article 3

Le directeur des ressources humaines est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait le 30 juin 2021.

Pour le ministre et par délégation :
Le sous-directeur de la gestion
administrative et de la paie,
Yvon BRUN

Ministère du travail, de l'emploi et de l'insertion

Arrêté du 30 juin 2021 portant inscription sur le tableau d'avancement à l'échelon spécial du grade de directeur (rice) du travail hors classe au titre de l'année 2021

NOR : MTRR2130262A

La ministre du travail, de l'emploi et de l'insertion,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique ;

Vu le décret n° 2003-770 du 20 août 2003 modifié portant statut particulier du corps de l'inspection du travail ;

Vu le décret n° 2019-1265 relatif aux lignes directrices de gestion et à l'évolution des attributions des commissions administratives paritaires ;

Vu les lignes directrices de gestion en matière de promotion et de valorisation des parcours professionnels des agents des ministères sociaux ;

Sur proposition du directeur des ressources humaines,

Arrête :

Article 1^{er}

Sont inscrits au tableau d'avancement à l'échelon spécial du grade de directeur (rice) du travail hors classe au 1^{er} janvier 2021, les directeurs (rices) du travail hors classe dont les noms suivent (par ordre alphabétique) :

BENAZERAF	François	DREETS Pays de la Loire	Unité régionale
CORNIQUET	Jérôme	DREETS Provence-Alpes-Côte d'Azur	DDETS des Bouches-du-Rhône
FOUGEROUSE	Bernadette	DREETS Auvergne-Rhône-Alpes	DDETS du Puy-de-Dôme
FRAMERY	Florent	DREETS Hauts-de-France	DDETS du Pas-de-Calais
JACOB	Béatrice	DREETS Nouvelle-Aquitaine	
LAVAURE	Anouk	Secrétariat général des MSO	
TILLET	Didier	DRIEETS Ile-de-France	Unité départementale du Val-de-Marne

Article 2

Les agents concernés disposent d'un délai de deux mois à compter de sa notification pour contester la présente décision devant la juridiction administrative territorialement compétente.

Article 3

Le directeur des ressources humaines est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait le 30 juin 2021.

Pour le ministre et par délégation :
Le sous-directeur de la gestion
administrative et de la paie,
Yvon BRUN

Ministère du travail, de l'emploi et de l'insertion
Ministère des solidarités et de la santé

**Arrêté du 1^{er} juillet 2021 portant inscription sur la liste d'aptitude
pour l'accès au corps des attachés d'administration de l'Etat**

NOR : MTRR2130263A

La ministre du travail, de l'emploi et de l'insertion et le ministre des solidarités et de la santé,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique ;

Vu le décret n° 85-986 du 16 septembre 1985 modifié relatif au régime particulier de certaines positions de fonctionnaires de l'Etat, à la mise à disposition, à l'intégration et à la cessation définitive de fonctions ;

Vu le décret n° 2011-1317 du 17 octobre 2011 modifié portant statut particulier du corps interministériel des attachés d'administration de l'Etat ;

Vu le décret n° 2008-836 du 22 août 2008 modifié fixant l'échelonnement indiciaire des corps et des emplois communs aux administrations de l'Etat et de ses établissements publics ou afférent à plusieurs corps de fonctionnaires de l'Etat et de ses établissements publics ;

Vu le décret n° 2019-1265 du 29 novembre 2019 relatif aux lignes directrices de gestion et à l'évolution des attributions des commissions administratives paritaires ;

Vu les lignes directrices de gestion pour la promotion et la valorisation des parcours professionnels des agents des ministères sociaux, applicables à la campagne de promotion au titre de l'année 2021 ;

Sur proposition du directeur des ressources humaines,

Arrêtent :

Article 1^{er}

Sont inscrits sur la liste d'aptitude pour l'accès au corps des attachés d'administration de l'Etat au titre de l'année 2021, les secrétaires administratifs des ministères sociaux dont les noms suivent (par ordre alphabétique) :

BASILLE	Nathalie	Centre de ressources, d'expertise et de performance sportive de Montpellier (Etablissement public)
BEKAERT	Sandrine	DREETS (cohésion sociale) des Hauts-de-France
BELAYACHI	Rachida	Direction des ressources humaines (administration centrale)
BERNARD	Evelyne	Agence régionale de santé d'Occitanie
COETMEUR	Delphine	DREETS (cohésion sociale) de Bretagne
DELMOTE	Isabelle	Agence régionale de santé des Hauts-de-France
DO PACO	Lucien	Agence régionale de santé du Grand Est
GELOT	Catherine	DREETS (cohésion sociale) des Pays de la Loire
GODEC	Elisabeth	Agence régionale de santé de Bretagne
HEURTEVENT	Jean-Michel	Agence régionale de santé de Nouvelle-Aquitaine
LADET	Christian	Agence régionale de santé de Provence-Alpes-Côte d'Azur
LAMOUREUX	Marie-Claire	DREETS (travail) de Nouvelle-Aquitaine
LAVOIX	Valérie	Agence du service civique (agent mis à disposition)
LE DREAN	Chantal	Agence régionale de santé d'Ile-de-France
MARIETTE	Gérard	Direction des cabinets (administration centrale)
MARTINIERE	Nadège	Agence régionale de santé du Centre-Val-de-Loire
PARISI-XBERRAS	Marie-France	DREETS (cohésion sociale) de Provence-Alpes-Côte d'Azur
PASSEREAU	Nadine	Agence régionale de santé de Bourgogne-Franche-Comté
PEYRELADE	Emmanuel	Direction du numérique (administration centrale)
PLESDIN	Patrick	DREETS (travail) d'Ile-de-France
ROBERT	Danielle	DREETS (cohésion sociale) d'Auvergne-Rhône-Alpes
SAND	Luisa	DREETS (cohésion sociale) du Grand Est
SERS	Paule	DREETS (cohésion sociale) d'Ile-de-France
SYLVESTRE	Janick	Agence régionale de santé d'Auvergne-Rhône-Alpes
VANDERMEERSCH	Valérie	DREETS (travail) des Hauts-de-France

VIALARD	Evelyne	DREETS (cohésion sociale) de Nouvelle-Aquitaine
YESILMEN	Songül	Direction de la sécurité sociale (administration centrale)

Article 2

Les agents concernés disposent d'un délai de deux mois à compter de sa notification pour contester la présente décision devant la juridiction administrative territorialement compétente.

Article 3

Le directeur des ressources humaines est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait le 1^{er} juillet 2021.

Pour les ministres et par délégation :
Le sous-directeur de la gestion
administrative et de la paie,
Yvon BRUN

Ministère du travail, de l'emploi et de l'insertion
Ministère des solidarités et de la santé

**Arrêté du 1^{er} juillet 2021 portant inscription sur le tableau d'avancement
au grade d'attaché d'administration hors classe**

NOR : MTRR2130264A

La ministre du travail, de l'emploi et de l'insertion et le ministre des solidarités et de la santé,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique ;

Vu le décret n° 85-986 du 16 septembre 1985 modifié relatif au régime particulier de certaines positions de fonctionnaires de l'Etat, à la mise à disposition, à l'intégration et à la cessation définitive de fonctions ;

Vu le décret n° 2011-1317 du 17 octobre 2011 modifié portant statut particulier du corps interministériel des attachés d'administration de l'Etat ;

Vu le décret n° 2008-836 du 22 août 2008 modifié fixant l'échelonnement indiciaire des corps et des emplois communs aux administrations de l'Etat et de ses établissements publics ou afférent à plusieurs corps de fonctionnaires de l'Etat et de ses établissements publics ;

Vu le décret n° 2019-1265 du 29 novembre 2019 relatif aux lignes directrices de gestion et à l'évolution des attributions des commissions administratives paritaires ;

Vu les lignes directrices de gestion pour la promotion et la valorisation des parcours professionnels des agents des ministères sociaux, applicables à la campagne de promotion au titre de l'année 2021 ;

Sur proposition du directeur des ressources humaines,

Arrêtent :

Article 1^{er}

Sont promus au grade d'attaché d'administration hors classe au titre de l'année 2021, les attachés principaux d'administration de l'Etat dont les noms suivent :

AFONSO	Anne-Christine	Délégation générale à l'emploi et à la formation professionnelle (administration centrale)
BARSKY	Emmanuelle	Direction de la sécurité sociale (administration centrale)
BOUNAIX	Magali	DREETS (travail) Ile-de-France

BOURDAIS	Ghislaine	Direction des finances, des achats et des services (administration centrale)
CHABERT-THOMAS	Geneviève	Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (administration centrale)
CHADEL	Frédérique	Secrétariat général des ministères des affaires sociales (administration centrale)
CLAUDE	Franck	Direction générale de la cohésion sociale (administration centrale)
DELOFFRE	Arnaud	Direction des affaires juridiques (administration centrale)
DOLAIS	Jean-Marc	Agence régionale de santé d'Auvergne-Rhône-Alpes
FALLOURD	Rodrigues	Direction générale de l'offre de soins (administration centrale)
FAVERGEON	Christelle	DREETS (travail) Bourgogne-Franche-Comté
GAULLIER	Laurent	Délégation générale à l'emploi et à la formation professionnelle (administration centrale)
HUGOT	Raphaëlle	DREETS (cohésion sociale) Auvergne-Rhône-Alpes
LAGADEC	Anne	Agence régionale de santé Provence-Alpes-Côte d'Azur
LEGUERINEL	Karine	DREETS (travail) Bretagne
LEMAIRE	Delphine	Agent détaché à l'Ecole nationale de la protection judiciaire de la jeunesse (établissement du Ministère de la Justice)
LEMIEUX	Christelle	Direction générale de la santé (administration centrale)
MAISON	Alain	Direction des ressources humaines (administration centrale)
MENDES	Fernand	Centre de liaison européenne et internationale de la sécurité sociale (établissement public)
MENIDJEL	Méki	Agence régionale de santé Ile-de-France
MILLERET	Emmanuelle	Direction du numérique (administration centrale)
RUDEAUX	Pascale	DREETS (travail) Centre-Val-de-Loire
SAHNOUNE	Soheir	DREETS (travail) Auvergne-Rhône-Alpes
SEBIRE	Anaïs	DREETS (cohésion sociale) Nouvelle-Aquitaine
SIMONNET	Véronique	Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques (administration centrale)
SOSSIAC	Antoine	DREETS (travail) Nouvelle-Aquitaine
VEDIE	Véronique	Direction des ressources humaines (administration centrale)

VEGAS DANGLA	Eric	DREETS d'Eure-et-Loir (Centre-Val-de-Loire)
VITANI	Paul	DREETS (cohésion sociale) Ile-de-France
VITTU	Véronique	Agence régionale de santé Hauts-de-France

Article 2

Les agents concernés disposent d'un délai de deux mois à compter de sa notification pour contester la présente décision devant la juridiction administrative territorialement compétente.

Article 3

Le directeur des ressources humaines est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait le 1^{er} juillet 2021.

Pour les ministres et par délégation :
Le sous-directeur de la gestion
administrative et de la paie,
Yvon BRUN

Ministère du travail, de l'emploi et de l'insertion
Ministère des solidarités et de la santé

**Arrêté du 1^{er} juillet 2021 portant inscription sur le tableau d'avancement
au grade d'attaché principal d'administration de l'Etat**

NOR : MTRR2130265A

La ministre du travail, de l'emploi et de l'insertion et la ministre des solidarités et de la santé,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique ;

Vu le décret n° 85-986 du 16 septembre 1985 modifié relatif au régime particulier de certaines positions de fonctionnaires de l'Etat, à la mise à disposition, à l'intégration et à la cessation définitive de fonctions ;

Vu le décret n° 2008-836 du 22 août 2008 modifié fixant l'échelonnement indiciaire des corps et des emplois communs aux administrations de l'Etat et de ses établissements publics ou afférent à plusieurs corps de fonctionnaires de l'Etat et de ses établissements publics ;

Vu le décret n° 2011-1317 du 17 octobre 2011 modifié portant statut particulier du corps interministériel des attachés d'administration de l'Etat ;

Vu le décret n° 2019-1265 du 29 novembre 2019 relatif aux lignes directrices de gestion et à l'évolution des attributions des commissions administratives paritaires ;

Vu les lignes directrices de gestion pour la promotion et la valorisation des parcours professionnels des agents des ministères sociaux, applicables à la campagne de promotion au titre de l'année 2021 ;

Sur proposition du directeur des ressources humaines,

Arrêtent :

Article 1^{er}

Sont promus au grade d'attaché principal d'administration de l'Etat, au titre de l'année 2021 et en application de l'article 20 du décret n° 2011-1317 susvisé, les attachés d'administration dont les noms suivent :

BAPTE	Berthe	Direction de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités de la Martinique (cohésion sociale)
BERNIER	François	Agence régionale de santé de Provence-Alpes Côte d'Azur

BINOT	Benoît	Direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités d'Occitanie (travail)
BOURGEOIS	Roselyne	Direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités de Grand Est (cohésion sociale)
BOURGOIGNON	Aurélie	Direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités de Nouvelle-Aquitaine (cohésion sociale)
BUISSON	Laurence	Délégation générale à l'emploi et à la formation professionnelle (administration centrale)
BULLY	Frédéric	Direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités de Provence-Alpes Côte d'Azur (travail)
CANTIN LARCHER	Marie-Andrée	Agence régionale de santé des Pays de la Loire
CASSIN	Eliane	Direction de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités de la Guadeloupe (travail)
CHAPALAIN	Muriel	Centre des liaisons européennes et internationales de sécurité sociale (CLEISS)
CHARRIEAU	Anita	Direction départementale du travail, de l'économie, de l'emploi et des solidarités de la Vendée (travail)
CHENEVOIS	Michel	Direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités de Bourgogne Franche-Comté (travail)
COMBE	Cécilia	Direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités de Nouvelle-Aquitaine (travail)
CORNELLES	Nadège	Direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités d'Auvergne-Rhône-Alpes (cohésion sociale)
DELAPORTE	Marie-Pascale	Agence régionale de santé d'Ile-de-France
DUSSIN	Pierre	Direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités du Centre-Val de Loire (travail)
FERRAND-SACCHI	Sylvie	Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (administration centrale)
FEVE	Françoise	Direction des ressources humaines (administration centrale)
FORNIER MICHALAK	Blandine	Direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités de Normandie (cohésion sociale)
GILLOUARD	Florence	Direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités de Grand Est (cohésion sociale)
GONNET	Laure	Direction générale de la cohésion sociale (administration centrale)

GOURTAUD	Eugénie	Direction des finances, des achats et des services (administration centrale)
HEBERT	Roger	Direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités (cohésion sociale)
JACQUOT	Sandrine	Direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités d'Auvergne-Rhône-Alpes (travail)
LAHITTE	Pascal	Direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités d'Ile-de-France (travail)
LEFEBVRE	Elodie	Ministère de l'Europe et des affaires étrangères
MARCILLE	Magali	Direction de l'animation, de la recherche, des études et des statistiques (administration centrale)
MARCOMBE	Christiane	Agence régionale de santé d'Auvergne-Rhône-Alpes
MASSON	Fabrice	Direction générale du travail (administration centrale)
MITTLER	Dominique	Direction générale de la santé (administration centrale)
PAOLINI	Pierre	Direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités d'Ile-de-France (travail)
PERIE	Cyril	Direction de la sécurité sociale (administration centrale)
RINDEL	Bertrand	Direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités des Hauts-de-France (travail)
YGNARD	Manuel	Direction du numérique (administration centrale)
ZIADA	Laurence	Agence régionale de santé de Grand Est

Article 2

Les agents concernés disposent d'un délai de deux mois à compter de sa notification pour contester la présente décision devant la juridiction administrative territorialement compétente.

Article 3

Le directeur des ressources humaines est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait le 1^{er} juillet 2021.

Pour les ministres et par délégation :
Le sous-directeur de la gestion
administrative et de la paie,
Yvon BRUN

Ministère du travail, de l'emploi et de l'insertion
Ministère des solidarités et de la santé

**Arrêté du 1^{er} juillet 2021 portant inscription sur le tableau d'avancement
à l'échelon spécial du grade d'attaché d'administration hors classe**

NOR : MTRR2130266A

La ministre du travail, de l'emploi et de l'insertion et le ministre des solidarités et de la santé,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique ;

Vu le décret n° 85-986 du 16 septembre 1985 modifié relatif au régime particulier de certaines positions de fonctionnaires de l'Etat, à la mise à disposition, à l'intégration et à la cessation définitive de fonctions ;

Vu le décret n° 2011-1317 du 17 octobre 2011 modifié portant statut particulier du corps interministériel des attachés d'administration de l'Etat ;

Vu le décret n° 2008-836 du 22 août 2008 modifié fixant l'échelonnement indiciaire des corps et des emplois communs aux administrations de l'Etat et de ses établissements publics ou afférent à plusieurs corps de fonctionnaires de l'Etat et de ses établissements publics ;

Vu le décret n° 2019-1265 du 29 novembre 2019 relatif aux lignes directrices de gestion et à l'évolution des attributions des commissions administratives paritaires ;

Vu les lignes directrices de gestion pour la promotion et la valorisation des parcours professionnels des agents des ministères sociaux, applicables à la campagne de promotion au titre de l'année 2021 ;

Sur proposition du directeur des ressources humaines,

Arrêtent :

Article 1^{er}

Sont promus à l'échelon spécial du grade d'attaché d'administration hors classe au titre de l'année 2021, les attachés hors classe d'administration de l'Etat dont les noms suivent :

BERLING	Christine	Direction générale de la santé (administration centrale)
CLUZEL	Laurence	Direction générale de l'offre de soins (administration centrale)
GARTNER	Isabelle	DREETS (cohésion sociale) Bourgogne-Franche-Comté
RAOUL	Philippe	Agence régionale de santé Provence-Alpes-Côte d'Azur

Article 2

Les agents concernés disposent d'un délai de deux mois à compter de sa notification pour contester la présente décision devant la juridiction administrative territorialement compétente.

Article 3

Le directeur des ressources humaines est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait le 1^{er} juillet 2021.

Pour les ministres et par délégation :
Le sous-directeur de la gestion
administrative et de la paie,
Yvon BRUN

Ministère du travail, de l'emploi et de l'insertion

Arrêté du 5 juillet 2021 modifiant l'arrêté du 21 décembre 2018 portant désignation des représentants du personnel au comité technique ministériel placé auprès des ministres chargés du travail et de l'emploi

NOR : MTRR2130237A

La ministre du travail, de l'emploi et de l'insertion,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu le décret n° 2011-184 du 15 février 2011 modifié relatif aux comités techniques dans les administrations et établissements publics de l'Etat ;

Vu le décret n° 2014-1228 du 22 octobre 2014 relatif à certains comités techniques institués au sein des départements ministériels relevant des ministres chargés des affaires sociales, de la santé, des droits des femmes, du travail, de l'emploi, de la jeunesse et des sports ;

Vu l'arrêté du 8 juillet 2014 modifié portant composition du comité technique ministériel placé auprès des ministres chargés du travail et de l'emploi ;

Vu l'arrêté du 21 décembre 2018 portant désignation des représentants du personnel au comité technique ministériel placé auprès des ministres chargés du travail et de l'emploi ;

Vu la demande de l'organisation syndicale FSU SNUTEFE en date du 21 juin 2021,

Arrête :

Article 1^{er}

A l'article 1^{er} de l'arrêté susvisé, les mots : « Madame SENEQUE Brigitte, DIRECCTE Nouvelle-Aquitaine, Unité départementale des Pyrénées-Atlantiques » sont remplacés par : « Monsieur DEBLONDE Olivier, Direction départementale de l'emploi, du travail et des solidarités de Haute-Garonne ».

Article 2

Le directeur des ressources humaines est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Bulletin officiel du ministère du travail, de l'emploi et de l'insertion.

Fait le 5 juillet 2021.

Pour la ministre et par délégation :
La cheffe du département dialogue social,
expertise juridique et statutaire,
Armelle CHAPPUIS

Ministère du travail, de l'emploi et de l'insertion

Arrêté du 29 juillet 2021 modifiant l'arrêté du 21 décembre 2018 portant désignation des représentants du personnel au comité technique ministériel placé auprès des ministres chargés du travail et de l'emploi

NOR : MTRR2130306A

La ministre du travail, de l'emploi et de l'insertion,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu le décret n° 2011-184 du 15 février 2011 modifié relatif aux comités techniques dans les administrations et établissements publics de l'Etat ;

Vu le décret n° 2014-1228 du 22 octobre 2014 relatif à certains comités techniques institués au sein des départements ministériels relevant des ministres chargés des affaires sociales, de la santé, des droits des femmes, du travail, de l'emploi, de la jeunesse et des sports ;

Vu l'arrêté du 8 juillet 2014 modifié portant composition du comité technique ministériel placé auprès des ministres chargés du travail et de l'emploi ;

Vu l'arrêté du 21 décembre 2018 portant désignation des représentants du personnel au comité technique ministériel placé auprès des ministres chargés du travail et de l'emploi ;

Vu la demande de l'organisation syndicale SYNTEF CFDT,

Arrête :

Article 1^{er}

A l'article 1^{er} de l'arrêté susvisé, les mots : « M. SCHIAVONE Jérôme, DIRECCTE Occitanie, Unité départementale du Tarn » sont remplacés par : « M. JANNES Henri, DRIETS Ile-de-France ».

A l'article 1^{er} de l'arrêté susvisé, les mots : « M. MORVAN Sébastien, Direction générale du travail » sont remplacés par : « M. VASSEUX Niklas, DRIETS Ile-de-France ».

A l'article 1^{er} de l'arrêté susvisé, les mots : « M. JANNES Henri, DIRECCTE Ile-de-France, Unité départementale de Paris » sont remplacés par : « M. DRIUCHE Rédoine, DRIETS Occitanie ».

A l'article 1^{er} de l'arrêté susvisé, les mots : « M. VASSEUX Niklas, DIRECCTE Ile-de-France, Unité départementale de Paris » sont remplacés par : « Mme DUCHATEAU Anne, INTEFP ».

Article 2

Le directeur des ressources humaines est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Bulletin officiel du ministère du travail, de l'emploi et de l'insertion.

Fait le 29 juillet 2021.

Pour la ministre et par délégation :
La cheffe du département dialogue social,
expertise juridique et statutaire,
Armelle CHAPPUIS